

Une prospérité sans croissance

Dans son ouvrage basé sur les travaux de la très officielle commission sur le "développement soutenable", Tim Jackson rappelle et renforce l'urgence à opérer une transition écologique de l'économie. Il indique des pistes de refonte du système économique. Il relance sous un angle nouveau la nécessité d'une grande réduction collective du temps de travail, d'une plus grande démocratisation de la sphère économique actuelle. En questionnant la notion de prospérité, l'auteur s'inscrit également dans le débat et la lutte de ceux qui militent pour plus d'égalité, contre la pauvreté et l'exclusion.

Comme l'indique Jackson lui-même, l'objectif de son livre est de "réconcilier notre aspiration à la vie bonne avec les contraintes d'une planète finie". Dans la lignée des penseurs écologistes classiques tels Ilich (*La Convivialité*), Gorz (*Écologie et Politique*) ou encore Schumacher (*Small Is Beautiful*), il n'épargne pas la société de consommation, la croissance économique réduite au PIB comme seul outil d'évaluation des politiques menées, le système capitaliste fondé sur l'endettement, etc. L'apport original de Jackson est, d'une part, de réussir à rassembler tous les fondamentaux de l'écologie politique et, d'autre part, de démontrer, en s'appuyant sur les derniers enseignements scientifiques, que la réduction des émissions de carbone ne sera pas suffisante pour nous épargner les bouleversements climatiques. Ne croyant pas au "découplage" rapide entre croissance économique et rejet de carbone, il propose

ETIOPIA LANCE UN PAVÉ DANS LA MARE. LA TRADUCTION DU LIVRE DE TIM JACKSON EST DE NATURE À ÉVEILLER LES CONSCIENCES. L'AUTEUR Y DÉMONTRE L'IMPOSSIBILITÉ D'UN "DÉCOUPLAGE" ENTRE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE TELLE QUE PENSÉE ACTUELLEMENT ET LES ÉMISSIONS DE CO₂.

/ Luca Ciccia
CSCE

une ébauche de ce que pourrait être une économie écologique qui réponde au dilemme de la croissance. Les théories économiques écologiques sont présentes depuis plusieurs années outre-Manche et outre-Atlantique... En voici enfin un embryon traduit en français.

QUEL "DÉCOUPLAGE" ?

Face au dilemme de la croissance - la croissance telle que pensée actuellement ne peut perdurer en monde fini et interfère inévitablement sur le climat - la réponse consiste en le "découplage". De quoi s'agit-il ? Il s'agit de croire que la croissance économique (par le biais de la recherche, du jeu du marché, de contraintes légales, de nouvelles attentes des consommateurs plus soucieux de leur environnement, par l'évolution des biens et services produits) pourra se poursuivre indéfiniment par le biais d'une diminution de l'intensité écologique par unité produite. Il s'agit alors d'un découplage relatif (l'impact sur les ressources et le climat sera de plus en plus faible avec le temps) ou d'un découplage absolu (la croissance peut se poursuivre indéfiniment avec une gestion

responsable des ressources et une économie "décarbonisée"). Jackson démontre que le découplage, relatif ou absolu, est quasi impossible. Pour stabiliser le climat à une augmentation de température de 2° (déjà trop pour les experts), il faudrait, au niveau mondial, réduire les émissions de carbone de 50 à 85 % d'ici 2050. Problème : malgré la baisse des intensités énergétiques et en carbone, les émissions de dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles ont augmenté de 80 % depuis 1970. Si des efforts réels ont été entrepris dans les pays occidentaux, ils restent largement insuffisants et l'effort doit être mondial... Jackson établit alors des perspectives alarmantes en reprenant les prévisions de croissance, de population, d'innovation technologique, de revenus, etc. Le résultat est saisissant. D'après le GIEC, stabiliser le taux de dioxyde de carbone suppose de réduire les émissions annuelles globales à un rythme moyen de 4,9 % par an entre aujourd'hui et 2050. Mais les revenus (la croissance) et la population continuent à croître... "Pour atteindre une réduction annuelle moyenne des émissions

de 4,9 %, avec une croissance de la population de 0,7 % et une croissance des revenus de 1,4 %, T (facteur technologique) doit s'améliorer d'environ 7 % chaque année - quasiment dix fois plus vite qu'actuellement. D'ici 2050, il faudrait que le contenu moyen en carbone de la production économique soit 21 fois moindre que la moyenne mondiale actuelle." Et il note à raison que la situation pourrait être pire. La croissance dans les pays en développement pourrait être supérieure (elle l'est déjà). Et surtout, tous s'accordent à penser qu'elle doit être tant les besoins sont criants pour eux...

REDÉFINIR LA PROSPÉRITÉ

Constatant l'urgence à changer de modèle économique, Jackson propose une ébauche de macroéconomie écologique. Jackson rappelle les deux seuls moyens de sortir du dilemme de la croissance : "L'un consiste à rendre la croissance durable, l'autre, à rendre la décroissance stable. Toute autre option ne peut qu'engendrer l'effondrement économique ou écologique." La décroissance provoque instabilité, chômage, misère. Il ne peut donc en



être question. La croissance durable qui suppose d'importantes et massives avancées technologiques n'a pas ses faveurs. C'est en proposant un autre mode de développement, en partant de la réalité concrète, qu'il parvient à établir des pistes de solutions qui allient défense de l'environnement, croissance durable et prospérité partagée. Ne voulant tomber dans le débat opposant de manière caricaturale les "croissants" aux "décroissants", Jackson préfère partir d'une redéfinition de la prospérité.

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET RETOUR DE L'ÉTAT

Outre le vieux débat qu'il serait temps de conclure sur les indicateurs alternatifs au PIB et la prise en compte des matières nécessaires à créer les biens et services, l'auteur rappelle un fondement macroéconomique : "Lorsque la productivité du travail augmente avec le temps, comme on s'y attend généralement à cause de l'amélioration technologique, la seule façon de stabiliser la production économique consiste

alors à réduire le facteur travail ou, en d'autres termes, à accepter un certain sous-emploi."^① Reprenant les études de l'économiste canadien Peter Victor qui a établi, sur base des différentes variables macroéconomiques, les hypothèses qui allient croissance "durable" (faible ou nulle au sens économique actuel), préservation de la planète et cohésion sociale, Jackson invite à redistribuer massivement le temps de travail. Il s'agit à la fois de réduire le chômage mais également de contribuer à stabiliser la production économique. Autre élément macroéconomique essentiel : l'investissement écologique. Il s'agit ici de réorienter les masses monétaires (par le biais de bons d'État verts par exemple) affectées à la consommation vers l'investissement dans les énergies renouvelables, les secteurs "verts" (déchets, construction, alimentation...), les technologies propres, etc. Dernier élément macroéconomique majeur : le rôle de l'État. Tant en termes d'investissements que de propriété des actifs, le rôle de l'État est destiné à évoluer sensiblement. Il appelle par exemple à un service public des énergies renouvelables.

"Tant qu'on raisonnera dans les limites de cette civilisation inégalitaire, la croissance apparaîtra à la masse des gens comme la promesse - pourtant entièrement illusoire - qu'ils cesseront un jour d'être "sous-privilegiés", et la non-croissance comme leur condamnation à la médiocrité sans espoir. Aussi n'est-ce pas tant à la croissance qu'il faut s'attaquer qu'à la mystification qu'elle entretient, à la dynamique des besoins croissants et toujours frustrés sur laquelle elle repose, à la compétition qu'elle organise en incitant les individus à vouloir, chacun, se hisser "au-dessus des autres. La devise de cette société pourrait être : Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as "mieux" que les autres. Or c'est l'inverse qu'il faut affirmer pour rompre avec l'idéologie de la croissance : seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne. Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres."

Extrait de *"Leur écologie et la nôtre"*, André Gorz, 1974.

D'AUTRES PISTES

D'autres pistes sont tracées et cet article ne suffirait à les citer toutes mais retenons ici le développement des services collectifs et non marchands (pour les services qu'ils procurent mais également comme élément de substitution à la seule logique de consommation marchande); l'établissement de limites-plafonds de ressources et d'émissions et des objectifs de réductions les plus élevés possibles; la réforme fiscale pour la durabilité: l'internalisation des coûts (taxe carbone); le soutien à la transition dans les pays en développement; le développement d'infrastructures publiques pour le transport et l'énergie; la révision du rôle de la finance (conditions d'investissement, taux, période de rendement, structure des marchés des capitaux, propriété des actifs, contrôle des excédents émanant de ces actifs); la réforme de la réglementation des marchés financiers, l'interdiction de la vente à découvert, la mise en place de garde-fous contre l'endettement des ménages et les rémunérations des dirigeants, les stock options; l'élaboration d'une taxe type Tobin, anti-spéculation; le renforcement du contrôle public sur la masse monétaire (augmentation très importante de la détention d'actifs en réserve par les banques privées, pourquoi pas jusqu'à 100 %!); la révision des comptes nationaux (et donc aussi des entreprises...); la lutte contre les inégalités systémiques (revenus minimal et maximal); le renforcement des normes commerciales (durabilité des produits, qualité sanitaire, écologique et sociale); la réduction ou l'interdiction de la publicité; etc. ■

① Commissaire en charge des questions économiques à la Sustainable Development Commission du gouvernement britannique et professeur de Développement durable à l'Université du Surrey, Tim Jackson a reçu lors de la parution de *Prosperity without Growth* des éloges nombreux, provenant d'horizons aussi divers que Herman Daly et les Ecological Economists, ou encore le *Financial Times* (qui classait le livre dans les 15 plus importants de l'année 2009).

② JACKSON T., *Prosperité sans croissance*, coédité par Etopia et De Boeck, mai 2010, p. 26.

③ *Idem*, p. 95.

④ *Idem*, p. 139.

⑤ *Idem*, p. 138.